

paroles prononcées par le ministre du Commerce le 15 janvier différaient beaucoup de ses propos antérieurs. Il a dit que le Canada était en face d'une situation très difficile et nécessitant beaucoup d'ajustements, mais qui présentait aussi de nouvelles possibilités. Il est regrettable que le gouvernement, il y a six mois ou un an, ne se soit pas penché sur les occasions qui s'offraient au lieu de s'inquiéter tellement du danger. Nous serions peut-être dans une situation différente aujourd'hui s'il avait agi ainsi, mais il ne l'a pas fait.

J'espère pouvoir démontrer aux députés que, par suite de cette attitude négative, nous avons perdu une bonne part des avantages que nous aurions pu avoir dans les négociations à venir.

**L'hon. M. Fleming:** Baliverne!

**L'hon. M. Pearson:** J'espère que cette récente déclaration du ministre est l'indice d'un changement d'attitude de la part du gouvernement. Mais arrêtons-nous aux faits qui suscitent notre inquiétude parce que le gouvernement n'a pas su voir l'évolution économique de l'Europe, et qu'il a agi de façon stupide quand il s'est rendu à l'évidence.

Le professeur MacDonald, du département de l'économie politique de l'Université de Toronto, s'est très bien exprimé dans un article paru dans le *Canadian Forum*, il y a quelques semaines. Voici ce qu'il y dit:

Il est inquiétant que le Canada n'ait pas été préparé à l'inévitable. Ou bien le service de renseignements du pays n'a pas senti la profonde modification de l'opinion officielle en Grande-Bretagne, ce qui est inexcusable, ou bien le gouvernement canadien a refusé de reconnaître ce changement, ce qui dénote un manque du sens des responsabilités.

Monsieur l'Orateur, la conduite du gouvernement canadien était alors aussi inexcusable qu'irréfléchie et indigne d'un gouvernement canadien.

Voyons les preuves. Tout d'abord, en ce qui concerne l'aveuglement. Le 25 avril 1961, comme l'atteste la page 4130 du *hansard*—et rappelons-nous que c'était il y a moins d'un an—le ministre des Finances a dit:

Qu'ils aient...

Il parlait de l'opposition.

...la franchise de dire, et qu'ils soient suffisamment informés pour en parler comme il convient.

Il s'agit de l'adhésion de la Grande-Bretagne au Marché commun.

...que c'est là une chose à l'état de projet et, à vrai dire, très hypothétique.

Je le répète, c'était le 25 avril 1961, et d'après le ministre, c'était seulement «à l'état de projet». Il a également employé le mot «hypothétique», mais le ministre britannique le plus intéressé à l'affaire avait bien précisé,

[L'hon. M. Pearson.]

des mois plus tôt—je crois que c'était à l'occasion d'un discours prononcé à Paris—que le Royaume-Uni allait s'y essayer.

**L'hon. M. Fleming:** Vous vous trompez à cet égard.

**L'hon. M. Pearson:** Où le gouvernement a-t-il pris les renseignements sur lesquels le ministre des Finances a fondé de telles assertions?

**L'hon. M. Fleming:** Auprès du gouvernement britannique.

**L'hon. M. Pearson:** J'aurai certains passages à citer là-dessus également. Après avoir réussi à se convaincre, grâce à des sources de renseignements qui lui étaient accessibles à Londres, bien que je n'en connaisse pas la nature, que le Royaume-Uni ne ferait pas une demande d'adhésion, lorsque ladite demande a été faite et que le gouvernement dut se rendre à l'évidence, sa réaction a été de manifester une profonde consternation, de formuler des plaintes, des critiques, et des objections coléreuses là contre.

**L'hon. M. Fleming:** Quelles sottises!

**L'hon. M. Pearson:** Nous verrons si ce sont des sottises ou non. J'apporterai des preuves de ce que je dis. Ce qui sans doute explique cette réaction, c'est que l'opposition avait raison là-dessus et que les événements ont prouvé que le gouvernement avait tort.

**L'hon. M. Fleming:** L'opposition n'a jamais eu raison à cet égard.

**L'hon. M. Pearson:** Le meilleur exemple de cette attitude stérile, négative et ronchon-neuse du gouvernement a pu être relevé, à la conférence d'Accra. Dans le fameux discours qu'il a fait lors d'un déjeuner qui avait lieu à Winnipeg, vendredi dernier, le ministre des Finances a prononcé les paroles suivantes que j'extraits de la déclaration figurant à la page 2.

**M. Denis:** Il le niera de toute façon!

**L'hon. M. Pearson:** C'est là une de ses déclarations les plus extraordinaires, soit qu'il n'y a jamais eu le moindre semblant de refroidissement des rapports ni la moindre hostilité dans nos relations avec le Royaume-Uni.

**L'hon. M. Pickersgill:** Demandez donc aux Britanniques!

**L'hon. M. Pearson:** Il a dit également que nous n'avons jamais essayé de faire des difficultés aux Britanniques.

**L'hon. M. Fleming:** Et c'est bien vrai!

**L'hon. M. Pearson:** Ailleurs, le ministre, avec le sens de la courtoisie et de la modestie qu'on lui connaît, a déclaré ceci:

Dire que nous avons critiqué le Royaume-Uni à Accra est un mensonge criant.